

Initiatives ministérielles

Une voix: Exactement!

Le président suppléant (M. DeBlois): Alors, la question venait d'être posée. Je reconnais donc l'honorable whip de l'opposition.

[Traduction]

M. Dingwall: Monsieur le Président, je vais essayer de répondre à tout ce fatras de données avancées par le député. Toutefois, aucun discours ni aucune allusion aux travaux de comités, de comités permanents et de gouvernements précédents, qui pourraient s'être penchés sur la question de la réforme fiscale ne réussiront à nous convaincre, de ce côté-ci de la Chambre, et encore moins à convaincre les Canadiens, que la TPS est une bonne taxe. Nous pensons que ce n'est pas une bonne taxe et qu'elle ne devrait donc pas être adoptée. C'est pourquoi le Parti libéral du Canada s'oppose à la TPS, tant au Sénat qu'aux Communes.

En ce qui touche la question du député d'en face, c'est le premier ministre et lui qui ont parlé de la grande réconciliation des gouvernements fédéral et provinciaux. Ils ne peuvent même pas convaincre les conservateurs provinciaux d'appuyer la TPS, monsieur le Président. Quelle hypocrisie, quel non-sens de la part du député d'en face. Il devrait se garder de poser une question aussi stupide, illogique, mal fondée et ridicule.

Mme Catterall: Bravo!

M. Lee Richardson (Calgary-Sud-Est): Monsieur le Président, je voudrais poser une toute petite question très simple.

Je me demande si le député inclurait dans son commentaire l'ancien porte-parole du Parti libéral pour les questions financières. Le considère-t-il aussi comme un excentrique inepte?

Le député oserait-il dire à la Chambre que, d'après lui, M. Keith Spicer était un bureaucrate excentrique et inepte quand le gouvernement libéral l'a nommé commissaire aux langues officielles?

M. Dingwall: Monsieur le Président, en ce qui concerne la dernière question du député, c'est triste à dire, mais la solution ne réside pas dans la nomination d'un bureaucrate excentrique et inepte à ce Groupe de consultation des citoyens. Je m'en tiens à ce que j'ai dit, monsieur le Président.

Nous recevons toutes sortes de renseignements. Nous ne savons pas où ira le groupe de consultation. Un jour, on nous dit qu'il n'ira pas au Québec, et le lendemain, on nous dit le contraire. Tantôt on dit que des gens du Nord en feront partie et tantôt on dit que non. On ne connaît

pas le mandat du groupe. Le mandat est changé. C'est ce que j'ai dit, monsieur le Président, et je m'en tiens à ça.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, les commentaires de mon collègue m'ont beaucoup intéressé. Je voudrais l'entendre nous parler des problèmes d'une localité comme la mienne, à Surrey, où l'on peut compter un millier de nouveaux prestataires de l'assurance-chômage par semaine à cause de l'augmentation du taux de chômage que nous avons connue ces dernières semaines, sans parler de la clientèle de la banque alimentaire, qui s'accroît de 200 familles par mois depuis le mois d'août. On dénombre actuellement, à Surrey, 5 000 familles et 2 000 enfants qui dépendent de cette banque alimentaire pour vivre et le conseil scolaire est obligé de songer à nourrir les enfants affamés maintenant. Des gens sont venus me voir pour m'annoncer qu'ils avaient été mis à pied. Ils m'ont expliqué que cela faisait 15 ans qu'ils travaillaient pour la même société forestière et qu'ils allaient perdre leur maison maintenant.

M. MacDougall: C'est la faute des écologistes, monsieur.

M. Karpoff: Qui a parlé des écologistes? Sachez bien que c'est votre accord de libre-échange, vos taux d'intérêt élevés et votre politique de l'argent cher qui sèment la déroute au sein de l'industrie forestière en Colombie-Britannique. L'industrie forestière s'effondre à cause de la politique économique des conservateurs.

Des mères de famille sont venues me dire que leur loyer était passé de 600 \$ à 900 \$ par mois et qu'elles n'avaient plus assez d'argent pour nourrir leurs enfants. Tout ce qu'elles ont trouvé à dire a été: «Qu'allons-nous faire? Comment allons-nous faire pour survivre à cette récession conservatrice?»

Cette récession nous rappelle celle que les libéraux ont provoquée en 1981-1982.

M. Dingwall: Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député sur la première partie de sa question. Je croyais qu'il allait poursuivre en nous parlant des multiples pertes d'emplois attribuables à l'accord de libre-échange. Je pensais bien qu'il allait nous mentionner la compagnie Gillette, qui a fermé ses portes à Montréal; j'en parle question de l'informer et d'informer les députés. On a ainsi perdu 590 emplois avec le déménagement de cette société. Ajoutons les 50 autres qui ont été perdus à la société Germain, à Lachine, au Québec. Il faut compter aussi les 139 emplois licenciements à la Pitsburgh Paint à Toronto. Et les 360 à la Weston Foods, à Longueuil, au Québec. Dans le cas de la Northern Telecom, à Aylmer, toujours au Québec, c'est 680 emplois qui ont été perdus.